

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 STRASBOURG

Strasbourg, le 17 janvier 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2023

Partie nominative

AMF- UCKANGE CRASSIER

crassier
57270 Uckange

Affaire suivie par : HEINTZ Jérémie
Téléphone : 03 88 13 06 25
Courriel : jeremie.heintz@developpement-durable.gouv.fr
Références : 0006204566 JH/AR

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 16/11/2023 de l'établissement AMF- UCKANGE – site du CRASSIER implanté à Uckange (57270). Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Jérémie HEINTZ, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, inspecteur de l'environnement
- **Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :**
 - Alexandre OCKLER Chef de Projet Diagnostics Environnementaux ArcelorMittal France
Direction Immobilière
 - Jean-Philippe BRAULT ArcelorMittal Europe Démolition & Remédiation Manager Real Estate Europe
 - Mathieu GITZHOFFER EGLOG directeur général
 - Philippe GOURY EUROGRANULATS chargé d'études environnementales
 - Claire TALBOT SODEVAM

Rédacteur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement Jérémie HEINTZ	Le Chef du Pôle Risques Industriels Chroniques Santé Environnement : Mohamed KHEDJOUT Par délégation

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 16/11/2023 de l'établissement AMF- UCKANGE site du CRASSIER implanté à Uckange (57270), les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 STRASBOURG

Strasbourg, le 17 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

AMF- UCKANGE CRASSIER

crassier
57270 Uckange

Références : 0006204566 JH/AR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2023 dans l'établissement AMF-UCKANGE site du CRASSIER implanté à Uckange (57270). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMF- UCKANGE CRASSIER
- crassier 57270 Uckange
- Code AIOT : 0006204566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le crassier d'Uckange fait partie d'un ensemble d'installations pour lesquelles la société SOLLAC a été autorisée par :

- l'arrêté préfectoral du 19 mars 1976 (agglomération de minerais de fer) ;
- l'arrêté du préfectoral du 23 décembre 1981 (hauts-fourneaux, crassier sidérurgique) ;
- l'arrêté préfectoral du 5 juillet 1985 (fours électriques) ;
- l'arrêté préfectoral du 12 janvier 1987 (atelier de désulfuration de la fonte en poche) ;

Il était exploité comme bassin de décantation et dépôt de résidus sidérurgiques. L'épaisseur des dépôts se situe entre 10 et 15 mètres.

L'exploitation du site s'est arrêtée avec la société SOLLAC en 1991. La société ArcelorMittal France, par le biais de fusions-acquisitions, est aujourd'hui juridiquement l'ayant-droit du dernier exploitant de ce site classé au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

La cessation d'activité a été notifiée le 10 février 2005.

L'usage futur industriel a été validé par courrier du Syndicat Mixte E.LOG.IN.4, propriétaire du site, en date du 11 mars 2022 et par courrier de la communauté d'agglomération VAL de FENSCH en date du 7 mars 2022.

La remise en état est encadrée par l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R 512-39-1	Sans objet
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R 512-39-2	Sans objet
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R 512-39-3	Sans objet
4	Réhabilitation	AP Complémentaire du 27/09/2022, article 2.4	Sans objet
5	Réhabilitation	AP Complémentaire du 27/09/2022, article 2.5	Sans objet
6	Réhabilitation	AP Complémentaire du 27/09/2022, article 3.1	Sans objet
7	Réhabilitation	AP Complémentaire du 27/09/2022, article 3.3	Sans objet
8	Réhabilitation	AP Complémentaire du 27/09/2022, article 3.4	Sans objet
9	Réhabilitation	AP Complémentaire du 27/09/2022, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

les travaux de réhabilitation sont en cours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, notification et mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p> <p>Constats : La cessation d'activité a été notifiée le 10 février 2005.</p>

Le site est surveillé. Il n'y a pas de produits et de déchets sur site. Il n'y a pas d'installations fixes et seuls des engins sont présents pour les travaux de réhabilitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article R 512-39-2
Thème(s) : Risques chroniques, consultation sur l'usage futur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. — A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>IV. — Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.</p> <p>V. — Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.</p> <p>Constats :</p> <p>L'usage futur industriel a été validé par courrier du Syndicat Mixte E.LOG.IN.4, propriétaire du site, en date du 11 mars 2022 et par courrier de la communauté d'agglomération VAL de FENSCH en date du 7 mars 2022.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R 512-39-3
Thème(s) : Risques chroniques, compatibilité avec l'usage futur
Prescription contrôlée : I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment : 1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ; 2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ; 3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ; 4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage. Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75. II. — Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés. III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet. L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.
Constats : La remise en état est encadrée par l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réhabilitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/09/2022, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Accès au chantier
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre un plan de circulation des camions et engins de chantier afin de minimiser les nuisances dues au trafic. L'accès au chantier est maintenu propre et en bon état.
Constats : L'accès est maintenu propre et en bon état. Un portail gère les entrées et sorties d'engins.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réhabilitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/09/2022, article 2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Un bassin de rétention n'est pas nécessaire si la cuve est équipée d'une double paroi et ne possède pas de vanne dans sa partie inférieure.
Constats : Il n'y a pas de stockage de produits sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Réhabilitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/09/2022, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'expédition et de suivi des déchets
Prescription contrôlée : Conformément à l'article R 541-43 du Code de l'Environnement concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs, le maître d'ouvrage tient un registre chronologique de la production, de l'expédition des déchets.
Constats : Un registre d'entrée de matériaux est conservé et maintenu à jour sur site. Il n'y a pas eu de sorties de matériaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Réhabilitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/09/2022, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage temporaire des terres
Prescription contrôlée : Le stockage des terres provenant de l'excavation se fera sur une zone étanche et sous couverture.
Constats : Il n'y a pas de stockage temporaire sur site. Les matériaux d'apport sont immédiatement déposés dans le crassier à leur arrivée sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Réhabilitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/09/2022, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Matériaux de remblaiement provenant de l'extérieur
Prescription contrôlée : Les matériaux de remblaiement doivent respecter les critères de l'Arrêté Ministériel du 12 décembre 2014 pour matériaux inertes.
Constats : Seules des terres propres sont utilisées pour le remblaiement au moment de l'inspection. Ces dernières respectent, selon ARCELORMETAL FRANCE, les critères fixés par l'Arrêté Ministériel du 12 décembre 2014 pour matériaux inertes. ARCELORMETA FRANCE est invitée à transmettre à l'inspection sous un délai de 2 mois , la procédure de suivi des matériaux réceptionnés, précisant la fréquence d'échantillonnage et d'analyse de ces derniers.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 9 : Réhabilitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/09/2022, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles détaillés dans le tableau ci-dessous, obligatoirement accompagnés de graphiques avec échelles lisibles et de commentaires.
--

Constats :

Lors de la campagne d'avril 2023 pour les eaux souterraines en amont (Pz5 et Pz7) et en aval du crassier (Pz6), les résultats d'analyses mettent en évidence :
--

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">▪ des teneurs supérieures aux valeurs de comparaison pour les paramètres suivants :<ul style="list-style-type: none">✓ fluorures au droit des trois ouvrages (teneurs comprises entre 2,7 et 3,5 mg/l) et sans évolution par rapport à la campagne précédente ;✓ sulfates au droit des trois ouvrages en teneurs comprises entre 340 mg/l (Pz7) et 960 mg/l (Pz6), du même ordre de grandeur que lors des campagnes précédentes ;▪ une baisse de la teneur en cyanures totaux au droit des trois ouvrages passant sous la limite de quantification ;▪ des teneurs faibles voire inférieures aux limites de quantification du laboratoire pour les autres paramètres et sans évolution par rapport à la campagne précédente. |
|--|

Type de suites proposées : Sans suite
--